

Dossier

Délinquance, criminalité et banditisme en région marseillaise

Un état des connaissances

Introduction

• **Laurent Mucchielli**

*Directeur de recherche au CNRS **

Le fait n'est certes pas nouveau à l'échelle historique, mais les phénomènes de délinquance survenant dans la région marseillaise sont l'objet d'une politisation et d'une médiatisation nationales croissantes depuis quelques années. A partir du milieu de l'année 2011 environ, il semble que le gouvernement français et les grands médias parisiens ont agi de telle façon qu'ils ont installé une sorte d'alerte permanente concernant tout ce qui touche au thème de la sécurité à Marseille, deuxième ville française. A la fin du mois d'août 2011, le ministre de l'Intérieur de l'époque – Claude Guéant, – changeait, pour la troisième fois, en deux ans, le préfet de police de Marseille, déclarant que les problèmes de sécurité de la ville avaient atteint un niveau « *insupportable* ». S'agissant d'une période de campagne électorale, la Première secrétaire du Parti socialiste – Martine Aubry, – était, à l'occasion, également descendue à Marseille pour montrer que cette préoccupation n'était pas seulement celle du gouvernement conservateur alors au pouvoir. De fait, cette politisation et sur

cette médiatisation nationales d'une question locale se poursuivent depuis le milieu de l'année 2012 et le retour de la gauche au pouvoir. Prolongeant bien des pratiques de ses prédécesseurs, le nouveau ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a commenté abondamment les faits divers au fil des jours. Le Premier ministre lui-même – Jean-Marc Ayrault, – après avoir organisé en septembre 2012 un « comité interministériel sur la criminalité à Marseille » (fait inédit), était revenu en août 2013, accompagné de cinq ministres, pour se pencher sur la ville et y annoncer finalement un simple renforcement des effectifs de police.

Face à une opposition qui profite de chaque fait divers pour réinvestir la traditionnelle rhétorique sécuritaire, force était donc de constater que le nouveau gouvernement participait à cette sorte de surenchère politique d'affichage d'une forte préoccupation pour la criminalité à Marseille. Enfin, les élus locaux, de droite comme de gauche, contribuent également à cette surenchère qui a, sans

* Laboratoire Méditerranéen de Sociologie, UMR 7305, CNRS & Aix-Marseille Université.
mucchielli@mmsh.univ-aix.fr

surprise, accompagné la campagne électorale pour les élections municipales de mars 2014. Ce sont même certains de ces élus locaux qui ont alors tenu les propos les plus extrêmes, proposant notamment l'envoi de l'armée (Samia Ghali, sénatrice PS depuis 2008) et l'usage de drones (Eugène Caselli, alors président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole) pour surveiller la ville.

Suivant comme toujours de très près la politisation, la médiatisation n'est pas en reste. Elle vient en permanence réactiver, dramatiser et mettre en scène la question marseillaise. Tout se passe, là encore, comme si, à partir de 2011, les grands médias parisiens – à commencer par l'Agence France Presse, dont les communiqués alimentent l'ensemble des rédactions – avaient installé une alerte permanente en classant comme « prioritaires » tous les événements touchant au thème de la sécurité survenant sur le territoire marseillais. Ce système fonctionne dès lors comme une sorte d'aspirateur de faits divers dans un réservoir local, certes bien réel (et même fort achalandé en matière de banditisme), mais pas pour autant unique en France. Le tout est intégré dans une dramatisation générale à laquelle contribuent non seulement la quasi-totalité des grands médias parisiens mais également la presse locale – *La Provence*, *Var Matin...*, – et qui conduit à présenter le territoire marseillais comme une sorte d'exception française, voire même un territoire davantage étranger que national. Ce n'est plus Marseille c'est Chicago, ou plus exotique encore¹. Ce faisant, et le plus souvent sans le savoir, les commentateurs du débat public ne font qu'actualiser une tradition et une représentation séculaires faisant de Marseille, et plus largement de la Provence ou du Midi, une terre de violence exacerbée².

Ces représentations et ces discours relèvent-ils du fantasme ou de la réalité ? Depuis son lancement, début 2011, l'Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux (ORDCS) consacre une partie de ses ressources scientifiques à étudier les divers phénomènes de délinquance dans la région marseillaise³. C'est grâce à ce réseau de chercheurs que nous avons pu constituer ce numéro spécial et proposer ce

premier panorama général des questions de délinquance, de criminalité et de banditisme dans la région marseillaise qui tente de répondre à cette question et à d'autres. Présentons-le rapidement au lecteur.

En revenant sur la représentation elle-même, l'historienne Laurence Montel montre d'abord que l'association Marseille-Chicago est tout, sauf nouvelle ; elle remonte en réalité au début des années 1930. Cette association se construit à un moment où le banditisme et la corruption qui le protège sont révélés notamment dans les suites de la célèbre affaire Staviski. A cette époque, un véritable banditisme a émergé à Marseille et y a pris une ampleur qui n'a d'équivalent que celui de la région parisienne. Comment comprendre l'apparition de ce banditisme moderne, qui n'a cessé d'évoluer jusqu'à nos jours ? Et comment comprendre la place de Marseille dans cette histoire ? C'est ce que Laurent Mucchielli s'efforce de faire dans un article qui propose une sociohistoire du phénomène, depuis les débuts du trafic de l'opium à la fin du XIXe siècle, jusqu'à l'explosion de la revente de cannabis des années 1990 à nos jours.

Mais si le crime organisé constitue une réalité constante dans l'histoire de la région marseillaise, il ne s'en suit pas que – contrairement à ce que suggèrent des discours politiques et médiatiques récurrents – la ville soit dominée par une « mafia ». Les chercheurs, mais aussi les policiers et les magistrats, savent que la mafia est une forme d'organisation criminelle bien particulière, qui a joué un rôle majeur dans l'histoire du XXe siècle chez notre voisin transalpin. Puisant notamment dans l'abondante littérature scientifique italienne pour déterminer les caractéristiques générales de l'organisation mafieuse, Cesare Mattina explique pourquoi on ne peut en aucun cas parler de « mafia » à Marseille, mais bien plutôt d'une pluralité de réseaux criminels plus ou moins organisés.

Ce banditisme contemporain se manifeste principalement, aux yeux de tous, à travers deux phénomènes que les chercheurs explorent de plus en plus. D'abord les fameux « règlements de compte entre malfaiteurs », dont la

comptabilité occupe tant les médias ces dernières années. Ayant eu accès aux enquêtes préliminaires menées par la police judiciaire à chaque fois qu'elle est saisie d'un crime par le Procureur de la République, Anne Kletzlen présente une recherche inédite qui permet de dresser le profil sociologique de ce type de « crimes de proximité historiquement et socialement situés ». Ensuite, les chercheurs se tournent bien entendu vers les trafics de drogues. Ces derniers sont abordés dans ce numéro de deux façons⁴. Dans son article, Khadidja Sahraoui analyse la trajectoire des jeunes qui entrent dans le système du *deal*. Elle repère les problèmes familiaux et scolaires qui marquent généralement ces trajectoires et précipitent l'entrée dans la « carrière délinquante ». Elle souligne toutefois la très grande précarité de ce mode de vie délinquant, précarité économique – au bas de l'échelle, on gagne simplement de quoi survivre au jour le jour, – précarité sociale, et même précarité physique. Reste que les dealers font désormais partie du paysage de certains quartiers des villes de toutes tailles. Comment cette présence quotidienne est-elle vécue par les jeunes, les habitants et les professionnels qui interviennent dans ces quartiers tels les travailleurs sociaux ? Dans leur article, Claire Duport et Anne-Marie Tagawa éclairent ces questions à partir d'une étude de cas. Elles montrent aussi, au final, l'inadéquation d'une réponse actuellement principalement répressive face aux dérives de certains jeunes, ainsi qu'aux fragilités et aux impuissances de leurs familles.

Criminalité et banditisme sont ainsi largement étudiés dans ce numéro de Faire Savoirs. Mais la réalité délinquante est loin de se limiter à ces phénomènes, aussi connus que circonscrits dans l'espace social. D'abord, en matière de crime organisé, les délinquances des élites économiques et politiques – ce que Sutherland appelait la délinquance « en col blanc », – auraient amplement mérité de figurer dans ce programme. Très connues à travers les « affaires » qui éclatent régulièrement dans le débat public (et plusieurs de ces affaires ont concerné des élus marseillais ces dernières années), elles sont pourtant largement

méconnues en tant que pratiques sociales délinquantes et quotidiennes⁵. Ensuite, dans la vie de tous les jours, de multiples formes de délinquance que l'on peut rencontrer, et qui sont plus ou moins poursuivies par les institutions pénales, n'ont rien à voir avec le crime organisé. Ce dossier ne pouvait donc pas méconnaître ce qui est bien moins spectaculaire que le banditisme, mais bien plus important pour penser la vie sociale. Deux articles particulièrement riches en information clôturent ainsi ce dossier.

Dans le premier, Daphné Bibard et Laurent Mucchielli rendent compte d'une recherche menée dans un service de milieu ouvert de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), à partir du dépouillement des dossiers de 186 jeunes suivis dans ce service durant trois années. Tout en soulignant la diversité des configurations et en discutant les typologies concevables pour en rendre compte, ils indiquent quels sont les facteurs familiaux, scolaires et environnementaux qui fabriquent au quotidien les problèmes de petite et moyenne délinquances chez les adolescents.

Enfin, dans le second article, Laurent Mucchielli et Emilie Raquet livrent les premiers résultats de l'enquête sur la victimation et le sentiment d'insécurité réalisée par l'ORDCS sur quelque 3 000 habitants de la ville de Marseille, au début de l'année 2014. Ils montrent notamment que ce qui impacte le plus la vie quotidienne de ces habitants est constitué non pas par les crimes et délits défrayant la chronique médiatique, mais par les faits les moins graves que l'on puisse repérer : le vandalisme contre les véhicules et l'agressivité verbale. Ainsi, la gravité des faits est inversement proportionnelle à leur mise en discours. Poursuivant l'analyse, les auteurs tentent de cerner les contours du sentiment d'insécurité, le profil de la petite minorité d'habitants vivant avec la peur, ainsi que les opinions générales sur le crime et sur les politiques de sécurité, opinions bien plus nuancées que beaucoup de sondages le laissent souvent croire à travers des questions sans doute un peu superficielles.

Bonne lecture !

Notes

- 1 Ainsi pouvait-on lire dans la presse : « *"Il y a plus de kalachnikov à Marseille qu'à Kaboul", selon le syndicat Alliance* » (La Provence, 24.08.2011). Quant à la comparaison avec Chicago, elle fonctionne comme un lieu commun auquel l'ancien responsable de l'Observatoire National de la Délinquance, Alain Bauer, avait donné lui aussi crédit (« *Une criminalité de type Chicago* », Var Matin, 29.08.2011). On verra dans ce numéro de *Faire Savoirs* qu'il s'agit pourtant d'une très vieille représentation sensationnelle qui faisait déjà les beaux jours de la presse de faits divers dans l'entre-deux-guerres.
- 2 Voir O. Boura (1998). *Marseille ou la mauvaise réputation*. Paris : Arléa ; E. Temine (1999). La légende noire de Marseille. *L'histoire*, n°230, 28-29 ; L. Montel (2008). *Marseille capitale du crime, Histoire croisée de l'imaginaire de Marseille et de la criminalité organisée (1820-1940)*, doctorat nouveau régime, Université de Paris X ; C. Regnard (2013). Violences de Marseille, violences à Marseille. In J.-N. Jeanneney (dir.), *L'actualité au regard de l'histoire. De l'affaire Merah à l'élection du pape François* (pp. 135-154). Paris : Autrement/ Le Monde ; L. Mucchielli, E. Raquet, C. Saladino et V. Raffin (2014). La Provence, terre de violence ? Les présupposés culturalistes à l'épreuve de l'analyse statistique. *Déviance et société*, 38 (2), 199-225.
- 3 Créé à notre initiative dans le but de développer les recherches dans ce domaine et de favoriser les partenariats entre le monde académique, les collectivités territoriales et les professionnels, l'ORDCS est un programme de recherche de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, faisant l'objet d'une convention pluriannuelle de partenariat entre Aix-Marseille Université, le CNRS et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (cf. L. Mucchielli (2012). L'observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux : contexte et enjeux. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2, 45-53).
- 4 En complément de ces travaux de terrain, signalons le rapport de recherche collectif réalisé au sein de l'ORDCS, disponible en ligne : D. Bibard, C. Borrelli, C. Mattina, L. Mucchielli et K. Sahraoui (2013). *Trafics et trafiquants de drogues à Marseille*. Aix-en-Provence : ORDCS, (Les Rapports de Recherche de l'ORDCS, n°1 [http://ordcs.mmsh.univ-aix.fr/publications/Documents/Rapport_recherche_ORDCS_N1.pdf]).
- 5 Absentes de ce numéro, ces délinquances ne sortent pas pour autant des préoccupations de l'ORDCS. A deux reprises, en septembre 2013 et en septembre 2014, nous avons co-organisé un colloque national sur le thème de la corruption. Un livre collectif en rendra compte prochainement : P. Bonfils, L. Mucchielli et A. Roux (dir.) (2015). *La corruption : approches juridiques et sociologiques*. Aix-en-Provence : Presses Universitaires d'Aix-Marseille (à paraître).

Faire Savoirs

Sciences humaines et sociales en région PACA



Délinquance, criminalité et banditisme dans la région marseillaise

Coordination : **Laurent Mucchielli**

étude

Jean Lagane

*Entre éthiques de conviction et
de responsabilité...*

*Le cas d'une épicerie paysanne
solidaire à Marseille*